

AUDITOR CONSULTANTS C.G.R.
SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
S.A. AU CAPITAL DE 106.000 EUROS
SIEGE SOCIAL : 50 RUE ALBERT THOMAS - ROANNE (LOIRE)
RCS ROANNE B 406 780 148

PROCES VERBAL
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU 9 NOVEMBRE 1999

1284
30-11-99

L'an mil neuf cent quatre vingt dix neuf,
Le neuf novembre à onze heures,
Le Conseil d'Administration s'est réuni au siège social, sur la convocation de son Président.

SONT PRESENTS OU REPRESENTES ET ONT EMARGE LE REGISTRE DE PRESENCE

- Monsieur Eric GRAZIANO
 - Monsieur Jean Paul REBILLET
 - Mademoiselle Laurence CROPSAL
- seuls membres du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration réunissant la présence de la moitié au moins des administrateurs actuellement en exercice peut valablement délibérer.

Après lecture, le procès verbal de la dernière réunion du conseil est adopté à l'unanimité.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Eric GRAZIANO, Président du Conseil d'Administration.

Monsieur le Président rappelle que l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, réunie le 1^{er} octobre 1999, dont une copie restera annexée pour l'enregistrement, a décidé la réduction du capital de la société de 1.000.000 de francs à 700.000 francs, par voie de rachat de 3.000 actions d'une valeur nominale de 100 francs chacune, au prix unitaire de 666,67 francs par action, soit la somme de 2.000.000 de francs, exclusivement à la société E.U.R.L. COURBON, actionnaire, mais ceci sous la condition suspensive de l'absence de toute opposition faite dans les délais légaux par des créanciers sociaux ou du rejet sans condition des oppositions par le Tribunal de Commerce de ROANNE.

Le procès verbal de cette assemblée a été déposé au greffe du tribunal de commerce de ROANNE le 1^{er} octobre 1999.

Trente jours au moins se sont écoulés depuis lors.

Aucune opposition n'a été faite dans le délai légal par un créancier quelconque, antérieur au dépôt.

gk

EG

FACE ANNULÉE
Article 905 du C.G.I.
Arrêté du 20 Mars 1958

En conséquence, le Conseil d'Administration constate définitivement le rachat des 3.000 actions de la société E.U.R.L. COURBON au prix unitaire de 666,67 francs, soit la somme de 2.000.000 de francs, moyennant l'attribution en nature au profit de l'E.U.R.L. COURBON du cabinet d'expertise comptable et de commissariat aux comptes de la société à SAINT ETIENNE.

Les 3.000 actions de la société E.U.R.L. COURBON ainsi rachetées sont immédiatement annulées.

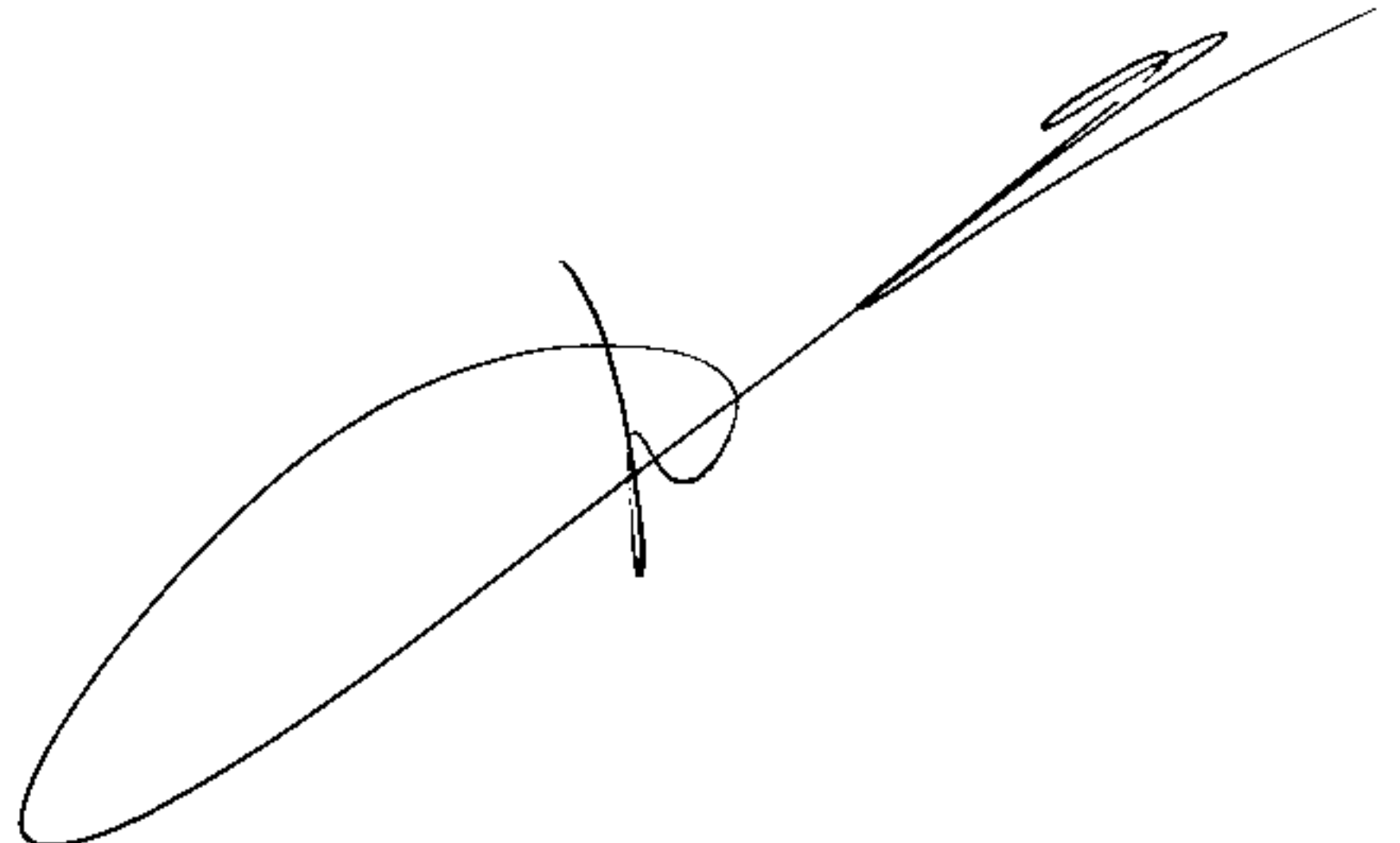
A compter de ce jour, en conséquence des résolutions adoptées par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires ci-dessus visée ainsi que des constatations qui viennent d'être faites, le capital de la société se trouve réduit à la somme de 700.000 francs et la modification des articles 7 et 8 des statuts devient définitive.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un extrait ou d'une copie du présent procès verbal à l'effet d'en effectuer tous dépôts de formalités nécessaires partout où besoin sera.

CLOTURE DE LA SEANCE

L'ordre du jour de la réunion étant épuisée, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès verbal qui, après lecture, a été signé par le Président et un administrateur.



Visé pour timbre et enregistré à la Recette	
106	478.15
Six cent quatre vingt quatre francs vingt mille francs	

Le Secrétaire

E. MATHE

EG

FACE ANNULÉE
Article 905 du C.G.I.
Arrêté du 20 Mars 1958

AUDITOR CONSULTANTS C.G.R.
SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
S.A. AU CAPITAL DE 1.000.000 DE FRANCS
SIEGE SOCIAL : 50 RUE ALBERT THOMAS - ROANNE (LOIRE)
RCS ROANNE B 406 780 148

* * *

PROCES VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 1^{ER} OCTOBRE 1999

L'an mil neuf cent quatre vingt dix neuf,
Le premier octobre à onze heures,
Les actionnaires de la société AUDITOR CONSULTANTS C.G.R. se sont réunis, au siège social, sur la convocation du Conseil d'Administration.

Il a été dressé une feuille de présence qui a été émargée, en entrant en séance, par chacun des membres présents.

Monsieur Didier DEGRAEUWE, Commissaire aux Comptes de la société, régulièrement convoqué par lettre recommandée avec accusé de réception, s'est excusé.

Monsieur Eric GRAZIANO, Président du Conseil d'Administration, préside la séance.

L'E.U.R.L. COURBON, représentée par Monsieur Gérard COURBON et Monsieur Jean Paul REBILLET, présents et acceptant, sont appelés à remplir les fonctions de scrutateurs.

Monsieur le Président et les scrutateurs choisissent un secrétaire de séance qui est Mademoiselle Laurence CROPSAL.

Le bureau, ainsi constitué, procède à la vérification de la feuille de présence. Après l'avoir certifiée exacte avec les autres membres du bureau, Monsieur le Président constate que les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins un tiers des actions composant le capital social actuel de la société, ayant droit de vote.

Le quorum exigé par la loi et les statuts étant ainsi atteint, Monsieur le Président déclare que l'assemblée peut valablement délibérer.

Puis, il est donné lecture de l'ordre du jour de la présente assemblée, lequel est le suivant :

ORDRE DU JOUR

- lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes,
- réduction du capital social par voie de rachat d'actions réservée à la société E.U.R.L. COURBON,
- conversion du capital social en euros,
- suppression de la valeur nominale des actions,
- modification corrélative des statuts,
- pouvoirs en vue des formalités,
- questions diverses.



FACE ACHETER
Article 303 du C.C.I.
Arrêté du 20 Mars 1958

Monsieur le Président dépose ensuite sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée, outre la feuille de présence :

- le rapport du Conseil d'Administration,
 - les rapports du Commissaire aux Comptes,
 - les copies des lettres de convocation,
 - le projet des résolutions qui seront soumises à l'approbation de l'assemblée,
 - le texte des statuts modifiés de la société,
- et plus généralement, les documents sur lesquels a porté le droit d'information des actionnaires tel que défini par les dispositions légales et réglementaires sur les sociétés commerciales.

Monsieur le Président déclare que les actionnaires ont pu exercer ce droit d'information dans les conditions légales et réglementaires. L'assemblée générale lui donne acte de ces déclarations.

Lecture est donnée du rapport du Conseil d'Administration puis des rapports du Commissaire aux Comptes.

Monsieur le Président ouvre la discussion. Ensuite de laquelle et plus personne ne demandant la parole, Monsieur le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour de la présente assemblée.

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes, décide de réduire le capital social d'une somme de 300.000 francs et de le ramener ainsi de son montant actuel de 1.000.000 de francs à 700.000 francs, par voie de rachat de 3.000 actions de 100 francs de nominal chacune, jouissance courante lors du rachat, au prix de 666,67 francs par action.

L'excédent du prix global de rachat sur la valeur nominale de l'ensemble des titres rachetés sera imputé dans un premier temps sur les comptes de réserves distribuables puis pour le solde constaté en charges exceptionnelles de l'exercice en cours.

Par le seul fait de leur rachat, les actions qui en feront l'objet ainsi que les droits y attachés et notamment le droit aux bénéfices de l'exercice en cours seront annulés.

Cette réduction est décidée sous la condition suspensive de l'absence de toute opposition faite dans les délais légaux par les créanciers sociaux ou du rejet sans condition de la ou des oppositions par le Tribunal de Commerce de ROANNE.

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus à l'effet de réaliser et de constater le rachat et l'annulation du nombre d'actions concernées.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.



FACE ANNULÉE
Article 905 du C.G.I.
Arrêté du 20 Mars 1958

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes, décide de réserver cette réduction de capital social par voie de rachat de 3.000 actions de 100 francs de nominal chacune, jouissance courante lors du rachat, au prix de 666,67 francs par action, soit la somme de 2.000.000 de francs, exclusivement à la société E.U.R.L. COURBON, actionnaire, moyennant l'attribution en nature au profit de la société E.U.R.L. COURBON, du cabinet d'expertise comptable et de commissariat aux comptes de la société, exploité à SAINT ETIENNE, 17 rue Jean Baptiste Ogier et immeuble LE POLYGONE, 46 rue de la Télématicque.

L'assemblée générale extraordinaire décide d'attribuer à l'E.U.R.L. COURBON le cabinet de la société AUDITOR CONSULTANTS C.G.R. d'expertise comptable et de commissariat aux comptes situé et exploité à SAINT ETIENNE, 17 rue Jean Baptiste Ogier et immeuble LE POLYGONE, 46 rue de la Télématicque, dans les conditions suivantes :

1 – 1 Transmission des éléments corporels

La société AUDITOR CONSULTANTS C.G.R. transmet à l'E.U.R.L. COURBON la totalité des droits mobiliers et corporels relatifs à l'exercice des activités d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à SAINT ETIENNE et comprenant :

- le matériel professionnel, le mobilier et le matériel de bureau décrits et estimés article par article dans un état ci-annexé (annexe 1),
- le droit à l'utilisation des lignes téléphoniques portant les indicatifs 04.77.92.85.09 et 04.77.49.47.57.

Ainsi que le tout se trouve, existe et se comporte, sans aucune exception ni réserve dans son état actuel et que Monsieur Gérard COURBON déclare bien connaître.

1 – 2 Transmission des droits aux baux des locaux professionnels

La société AUDITOR CONSULTANTS C.G.R. transmet à l'E.U.R.L. COURBON tous les droits restant à courir au titre des baux des locaux d'exploitation dont elle est titulaire à SAINT ETIENNE, dont la désignation suit :

- la société AUDITOR CONSULTANTS C.G.R. est titulaire d'un bail professionnel consenti par la S.C.I. SAINT ETIENNE EXPERT, aux termes d'un acte sous seings privés en date à SAINT ETIENNE du 26 juillet 1999, portant sur des locaux à usage de bureaux dépendant d'un tènement immobilier situé à SAINT ETIENNE, Parc du Bois d'Avaize, 17 rue Jean Baptiste Ogier.
Ledit bail a été consenti et accepté pour une durée de six années à compter du 1^{er} juin 1999 pour se terminer le 31 mai 2005.



FACE ANNULÉE
Article 805 du C.G.I.
Arrêté du 20 Mars 1958

- la société AUDITOR CONSULTANTS C.G.R. est titulaire d'un bail commercial consenti par la société POLYGONE, aux termes d'un acte sous seings privés en date à SAINT ETIENNE du 23 novembre 1991, portant sur des locaux à usage de bureaux dépendant d'un tènement immobilier situé au troisième étage de l'immeuble LE POLYGONE à SAINT ETIENNE, 46 rue de la Télématique.
Ledit bail a été consenti et accepté pour une durée de neuf années à compter du 31 décembre 1991 pour se terminer le 31 décembre 2000.

1 – 3 Présentation de la clientèle

A compter de la date d'entrée en possession, la société AUDITOR CONSULTANTS C.G.R. présentera l'E.U.R.L. COURBON et Monsieur Gérard COURBON à sa clientèle d'expertise comptable et de commissariat aux comptes de SAINT ETIENNE, comme étant ses seuls successeurs, en invitant la clientèle à leur reporter la confiance qu'elle voulait bien accorder jusqu'à présent au groupe AUDITOR CONSULTANTS C.G.R.

Cette prestation de présentation à la clientèle sera accompagnée de la transmission des dossiers des clients concernés.

1 – 4 Propriété - Jouissance

L'E.U.R.L. COURBON sera propriétaire et aura la jouissance des droits mobiliers, incorporels et corporels du cabinet d'expertise comptable et de commissariat aux comptes de la société AUDITOR CONSULTANTS C.G.R., à compter de ce jour.

1 – 5 Prix

Les éléments corporels et incorporels attachés au cabinet d'expertise comptable et de commissariat aux comptes de la société AUDITOR CONSULTANTS C.G.R. à SAINT ETIENNE, évalués à la somme de deux millions de francs (2.000.000) représentent :

- les éléments corporels pour
cent quarante mille francs, ci 140.000 frs
- les éléments incorporels relatifs à la présentation
à la clientèle concernée pour
un million huit cent soixante mille francs, ci 1.860.000 frs

Ces éléments d'actif, d'une valeur de 2.000.000 de francs, sont attribués à l'E.U.R.L. COURBON en contrepartie du rachat de ses 3.000 actions lui appartenant dans le capital social de la société AUDITOR CONSULTANTS C.G.R.




FACE ANNULÉE
Article 905 du C.G.I.
Arrêté du 20 Mars 1958

1 – 6 Autres charges et conditions principales

La transmission du cabinet d'expertise comptable et de commissariat aux comptes de la société AUDITOR CONSULTANTS C.G.R. à l'E.U.R.L. COURBON, est en outre consentie et acceptée sous charges et conditions suivantes :

- l'E.U.R.L. COURBON et Monsieur Gérard COURBON exerceront la profession d'expert comptable et de commissaire aux comptes au lieu et place de la société AUDITOR CONSULTANTS C.G.R. à SAINT ETIENNE, Parc du Bois d'Avaize, 17 rue Jean Baptiste Ogier et immeuble LE POLYGONE, 46 rue de la Télématicque et seront tenus de toutes les obligations auxquelles la société AUDITOR CONSULTANTS C.G.R. était tenue en la même qualité, ils se conformeront à toutes les conditions d'exercice de la profession.
- il prendront les éléments corporels cédés dans l'état où ils se trouveront à la date de leur entrée en possession, sans pouvoir élever aucune réclamation, ni demander une révision de prix pour mauvais état ou vétusté du matériel,
- ils exécuteront à compter de la date de leur entrée en possession, tous traités, contrats, conventions, abonnements relatifs à l'activité professionnelle,
- l'E.U.R.L. COURBON et Monsieur Gérard COURBON seront tenus d'exécuter toutes les clauses, charges et conditions des baux visés ci-dessus et paieront, à compter de l'entrée en jouissance, le loyer et les charges locatives aux époques et de la même manière convenus auxdits baux respectifs. L'E.U.R.L. COURBON et Monsieur Gérard COURBON feront leur affaire personnelle de la remise des lieux aux propriétaires dans l'état où ceux-ci auront le droit de les exiger, le tout de sorte que la société AUDITOR CONSULTANTS C.G.R. ne puisse être inquiétée ni recherchée pour quelque cause que ce soit.
- ils poursuivront à compter de l'entrée en jouissance, les contrats de travail figurant sur la liste ci-annexée (annexe 2), dans les conditions de l'article 122-12 du Code du Travail, aux mêmes charges et conditions et acquitteront à compter de cette même date, tous les salaires, accessoires des salaires, charges sociales et toutes autres charges relatives à ces contrats,
- ils acquitteront à compter de la même date toutes les contributions, impôts et taxes, primes et cotisations d'assurances inhérentes à l'exploitation des deux cabinets d'expertise comptable et de commissariat aux comptes situés respectivement à SAINT ETIENNE, Parc du Bois d'Avaize, 17 rue Jean Baptiste Ogier et immeuble LE POLYGONE, 46 rue de la Télématicque,
- ils acquitteront toutes assurances relatives à la responsabilité civile professionnelle et aux risques divers relatifs à l'exercice de la profession d'expert comptable et de commissaire aux comptes.

L'assemblée générale extraordinaire constate que tous les autres actionnaires de la société acceptent formellement cette opération et déclarent y renoncer librement.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire décide que, sous la condition suspensive de la constatation par le Conseil d'Administration de l'absence ou du rejet des oppositions visées à la première résolution, les articles 7 et 8 des statuts seront modifiés de la façon suivante :



FACE ANNULÉE
Article 905 du C.G.I.
Arrêté du 20 Mars 1958

ARTICLE 7 - APPORTS

Il est ajouté le paragraphe suivant :

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 1^{er} octobre 1999 a décidé de réduire le capital social de 1.000.000 de francs à 700.000 francs, par voie de rachat de 3.000 actions d'une valeur nominale unitaire de 100 francs.

(Le reste de l'article demeure inchangé).

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de sept cent mille francs (700.000). Il est divisé en sept mille actions (7.000) de cent francs (100) chacune.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes, décide d'exprimer en euros le capital social dont le montant s'élève à la somme de 700.000 francs pour 7.000 actions de 100 francs de nominal, au moyen de la conversion de cette valeur, par application du taux officiel de conversion qui s'élève pour un euro à 6,55957 francs.

Le capital social ressort à 106.714,31 euros pour 7.000 actions de 15,24 euros environ.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes, décide d'arrondir le montant du capital social à 106.000 euros, en procédant à une réduction du capital social de 714,31 euros pour le ramener de 106.714,31 euros à 106.000 euros, par inscription de la différence soit 714,31 euros à un compte spécial de réserves indisponibles.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration, décide de supprimer la mention de la valeur nominale des actions dans les statuts.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.



FACE ANNULÉE
Article 905 du C.G.I.
Arrêté du 20 Mars 1958

SEPTIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, comme conséquence des résolutions qui précèdent, décide de modifier ainsi qu'il suit l'article 8 des statuts dont la nouvelle rédaction devient :

ARTICLE 8 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à cent six mille euros (106.000) divisé en sept mille actions (7.000).

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

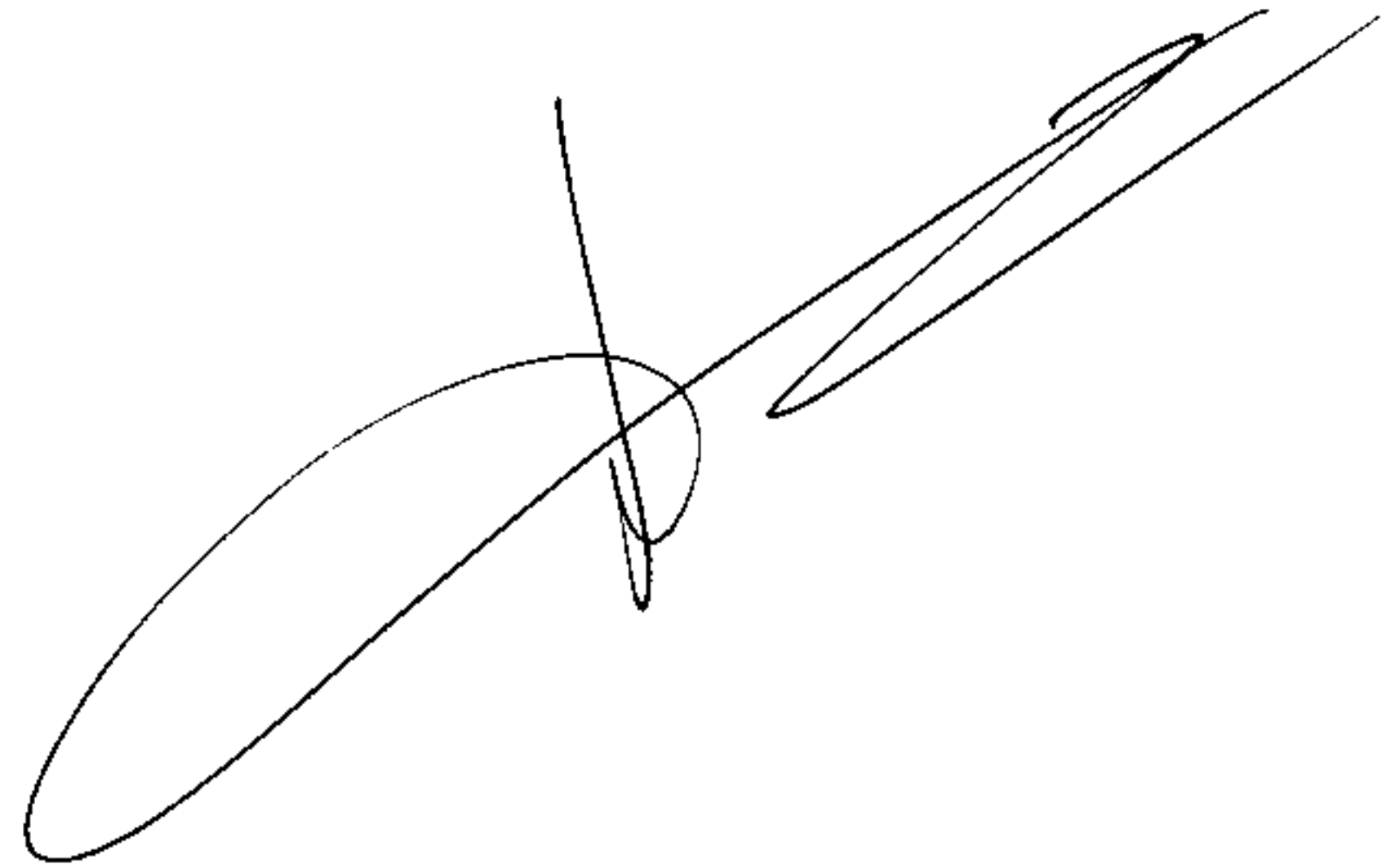
HUITIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires donne tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'une copie des présentes en vue d'accomplir les formalités légales et réglementaires qu'il y aura lieu et notamment auprès de l'Ordre des Experts Comptables et de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de la LOIRE.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

CLOTURE DE LA SEANCE

L'ordre du jour de la réunion étant épuisé, la séance est levée à douze heures.
De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

A handwritten signature, possibly of a member of the bureau, consisting of a stylized 'B' with a vertical line through it.A large, stylized handwritten signature, possibly of the president or a member of the bureau, featuring a large loop and a long horizontal stroke.

FACE ANNULÉE
Article 905 du C.G.I.
Arrêté du 20 Mars 1958

AUDITOR CONSULTANTS C.G.R.

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

S.A. AU CAPITAL DE 106.000 EUROS

SIEGE SOCIAL : 50 RUE ALBERT THOMAS - ROANNE (LOIRE)

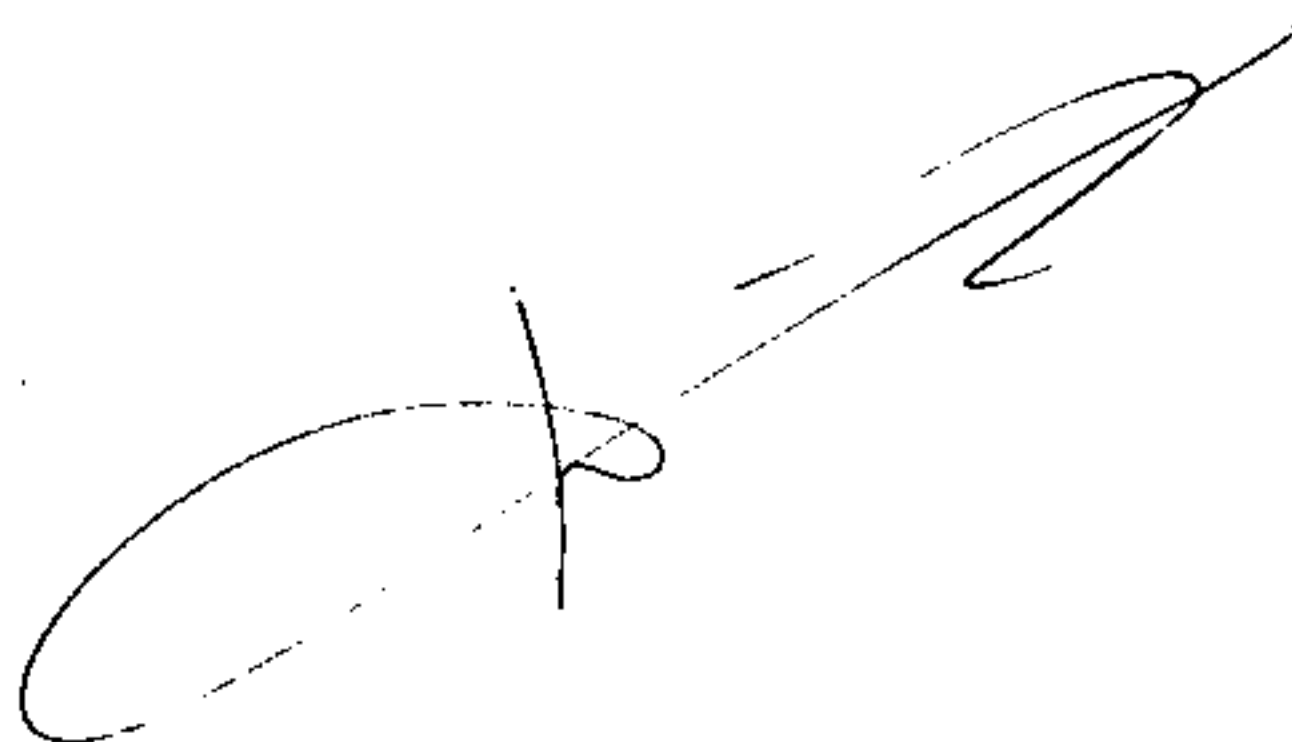
RCS ROANNE B 406 780 148

* * *

STATUTS MODIFIES

A L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

DU 1^{ER} OCTOBRE 1999

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized loop followed by a vertical stroke and a diagonal flourish.

STATUTS

TITRE I – FORME – OBJET – DENOMINATION – SIEGE – DUREE

ARTICLE PREMIER - FORME

Suivant délibération extraordinaire des associés en date du 31 août 1999, la société AUDITOR CONSULTANTS C.G.R., précédemment sous forme de S.A.R.L., a été transformée en société anonyme sans création d'un être moral nouveau.

Il existe désormais entre les propriétaires des actions actuelles et tous propriétaires des actions qui pourraient être créées ultérieurement, une société anonyme, régie par la loi du 24 juillet 1966, par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet, dans tous pays, l'exercice des professions d'expert comptable et de commissaire aux comptes telles qu'elles sont définies par l'ordonnance du 19 septembre 1945, la loi du 24 juillet 1966 et le décret du 12 août 1969 et telles qu'elles pourraient l'être par tous textes législatifs ultérieurs.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet.

Elle ne peut prendre de participations financières dans les entreprises industrielles, commerciales, agricoles ou bancaires, ni dans les sociétés civiles à l'exclusion de celles qui ont pour seul objet de faciliter l'exercice de l'activité professionnelle et libérale de leurs membres.

Elle ne peut non plus se trouver sous la dépendance même indirecte, d'aucune personne ou d'aucun groupement d'intérêt.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est

AUDITOR CONSULTANTS C.G.R.

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être suivie ou précédée des mots «société anonyme» ou des initiales «S.A.» et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à ROANNE (Loire) 50 rue Albert Thomas.

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même ville par simple décision du conseil d'administration et, en tout autre lieu, suivant décision extraordinaire des actionnaires.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société a été fixée à soixante quinze années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus ci-après.

ARTICLE 6 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le premier octobre et se termine le trente septembre de l'année suivante.

*
* * *

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

ARTICLE 7 - APPORTS

Il a été fait apport à la société :

- | | |
|--|---------------|
| • lors de sa constitution, d'une somme en numéraire de | 250.000 frs |
| • lors de la fusion-absorption des sociétés SUD EST GESTION
SAINT ETIENNE et SOFICOMEX de l'ensemble des éléments
actif et passif de ces deux sociétés soit un apport net de | 2.485.392 frs |
| avant annulation des actions apportées par SOFICOMEX. | |

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 2 janvier 1996 a augmenté le capital social d'une somme de 750.000 francs pour le porter de 250.000 francs à 1.000.000 de francs.

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 1^{er} octobre 1999 a décidé :

- de réduire le capital social de 1.000.000 de francs à 700.000 francs, par voie de rachat de 3.000 actions d'une valeur nominale unitaire de 100 francs,
- d'arrondir le montant du capital social à 106.000 euros en procédant à une réduction du capital social de 714,31 euros pour le ramener de 106.714,31 euros à 106.000 euros, par inscription de la différence soit 714,31 euros à un compte spécial de réserves indisponibles.

ARTICLE 8 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à cent six mille euros (106.000) divisé en sept mille actions (7.000).

ARTICLE 9 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté, soit par émission d'actions nouvelles, soit par élévation du montant nominal des actions existantes.

Les actions nouvelles sont libérées soit en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit par apport en nature, soit encore par conversion d'obligations.

L'assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour décider une augmentation de capital. Elle peut déléguer au conseil d'administration les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation du capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Il peut être décidé de limiter une augmentation de capital à souscrire en numéraire au montant des souscriptions reçues, dans les conditions prévues par la loi.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes, dans les conditions légales. Toutefois, les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et l'assemblée générale extraordinaire qui décide l'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel en respectant les conditions légales.

L'assemblée générale extraordinaire peut aussi décider ou autoriser le conseil d'administration à réaliser la réduction du capital social.

ARTICLE 10 - PROPRIETE ET FORME DES ACTIONS

Les actions doivent revêtir obligatoirement la forme nominative.

Leur propriété résulte de leur inscription en compte au nom du ou des titulaires.

ARTICLE 11 - CESSION OU TRANSMISSION D'ACTIONS

A - forme des actions

Les cessions ou transmissions d'actions sont réalisées à l'égard de la société et des tiers par un virement de compte à compte. Le virement est effectué sur la production d'un ordre de mouvement signé du cédant et, s'il y a lieu, d'une acceptation de cet ordre signée par le cessionnaire, notamment si les actions ne sont pas intégralement libérées.

Sauf disposition légale contraire, l'attestation d'un agent de change ou d'un notaire et l'authenticité des procurations peuvent être exigées.

La transmission d'actions à titre gratuit ou en suite de décès s'opère également par un virement de compte à compte et justification de la mutation dans les conditions légales.

B - cession et transmission - cession ou transmission entre actionnaires conjoints, ascendants et descendants

La cession ou transmission des actions s'effectue librement lorsqu'elle a lieu au profit soit d'actionnaires, soit d'un ascendant, d'un descendant ou du conjoint du cédant ou de l'auteur de la transmission.

cession ou transmission à des tiers non actionnaires n'ayant pas la qualité de conjoint, ascendant ou descendant du cédant ou de l'auteur de la transmission

La cession ou transmission, à titre gratuit ou onéreux, des actions à des tiers non actionnaires, autres que le conjoint, les ascendants ou descendants du cédant ou de l'auteur de la transmission, alors même que la cession aurait lieu par voie d'apport ou par voie d'adjudication publique volontaire ou forcée, doit pour devenir définitive être agréée par le conseil d'administration.

A cet effet, la demande d'agrément indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert, est notifiée par le cédant à la société.

Le conseil d'administration doit statuer dans les plus courts délais et au plus tard avant l'expiration du délai de trois mois à compter du jour de la réception de la notification sur l'agrément du cessionnaire proposé.

Sa décision n'a pas être motivée, elle est immédiatement notifiée au cédant.

Si le conseil d'administration n'a pas fait connaître sa décision au cédant dans le délai de trois mois à compter du jour de la notification de la demande, l'agrément est réputé acquis.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé, le conseil d'administration est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir la totalité des actions, soit par un actionnaire ou par un tiers, soit avec le consentement du cédant, par la société en vue d'une réduction du capital social, à moins que le cédant ne notifie à la société, dans les quinze jours de cette notification, le retrait de sa demande.

Cette acquisition, si elle est réalisée, a lieu moyennant un prix qui, à défaut d'accord entre les parties, est déterminée par voie d'expertise, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

Si, à l'expiration du délai de trois mois imparti ci-dessus, la totalité des actions n'a pas été rachetée, l'agrément est considéré comme donné.

Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la société.

En cas d'acquisition et en vue de régulariser le transfert au profit du ou des acquéreurs, le conseil d'administration invitera le cédant, huit jours à l'avance, à signer l'ordre de mouvement.

Passé ce délai, et si le cédant ne s'est pas présenté pour signer l'ordre de mouvement, le transfert sera régularisé d'office par déclaration du conseil d'administration; sans qu'il soit besoin du concours ni de la signature du défaillant. Les actions ainsi transférées le sont avec tous droits y attachés au jour de la notification du refus d'agrément.

Notification du transfert lui sera faite dans la quinzaine de sa date et il sera invité à se présenter personnellement ou par mandataire régulier au siège social, pour recevoir le prix du transfert.

Les notifications, significations et demandes prévues ci-dessus seront valablement faites, soit par acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous modes de cession ou transmission à un tiers, même aux adjudications publiques en vertu d'ordonnance de justice ou autrement, ainsi qu'aux cessions de droit préférentiel de souscription ou de droit d'attribution en cas d'augmentation du capital social.

Elles seront applicables également en cas de nantissement des actions.

C - transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté

*** transmission par décès**

Les mutations d'actions au profit d'héritiers dans l'ordre légal ou du conjoint survivant d'un actionnaire décédé s'effectuent librement. Les autres ayants droit doivent, pour devenir actionnaires, être agréés par le conseil d'administration dans les conditions prévues pour l'agrément d'un tiers étranger à la société.

*** transmission par suite de liquidation de communauté**

En cas de liquidation d'une communauté de biens ayant existé entre époux, par suite de divorce, séparation judiciaire de biens ou changement de régime matrimonial, l'attribution d'actions communes à l'époux ou ex-époux qui ne possédait pas la qualité d'actionnaire s'effectue librement.

ARTICLE 12- INDIVISION - USUFRUIT - NUE-PROPRIETE

Toute action est indivisible à l'égard de la société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont tenus de se faire représenter par un seul d'entre eux ou par un mandataire unique.

En cas de désaccord, le mandataire est désigné à la demande du copropriétaire le plus diligent, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

*
* * *

TITRE III

CONSEIL D'ADMINISTRATION - DIRECTION GENERALE

ARTICLE 13 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

1. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins et de vingt quatre au plus.

Sauf l'effet des dispositions des paragraphes 4 et 6 ci-après, la durée des fonctions des premiers administrateurs est de trois ans et celle des administrateurs nommés en cours de vie sociale est de six ans.

2. Une personne morale peut être nommée administrateur. Lors de sa nomination, elle est tenue de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes* conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité de la personne morale qu'il représente.

En cas de révocation par la personne morale de son représentant permanent, comme en cas de décès ou de démission de celui-ci, elle est tenue de notifier cet événement sans délai à la société et de préciser l'identité du nouveau représentant permanent.

3. Le nombre des administrateurs liés à la société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonction.
4. Les administrateurs sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

Toutefois, en cas de vacance par décès ou par démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateurs, le conseil d'administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire. Ces nominations sont soumises à ratification de la plus prochaine assemblée générale.

Si la nomination d'un administrateur par le conseil n'est pas ratifiée par l'assemblée, les actes accomplis par cet administrateur et les délibérations prises par le conseil n'en sont pas moins valables.

Si le nombre des administrateurs devient inférieur à trois, une assemblée générale ordinaire des actionnaires doit être immédiatement convoquée en vue de compléter le conseil.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

La nomination d'un nouveau membre du conseil en adjonction aux membres en exercice ne peut être décidée que par l'assemblée générale.

5. Chaque administrateur doit être actionnaire de la société pendant toute la durée de son mandat.

Si au jour de sa nomination, un administrateur n'est pas actionnaire ou si, en cours de mandat, il cesse de l'être, il est réputé démissionnaire d'office s'il n'a pas régularisé sa situation dans le délai de trois mois.

6. Nul ne peut être nommé administrateur s'il a dépassé l'âge de quatre vingts ans. Si un administrateur vient à dépasser cet âge en cours de mandat, ce dernier se poursuivra jusqu'à son terme initialement prévu, mais ne pourra être renouvelé à son expiration.

ARTICLE 14 - PRESIDENCE ET DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1. Le conseil d'administration nomme un président choisi parmi ses membres personnes physiques.

Le président est nommé pour toute la durée de son mandat d'administrateur. Il peut être révoqué à tout moment par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration, s'il le juge utile, élit parmi ses membres personnes physiques un ou plusieurs vice-présidents.

Le conseil d'administration désigne en outre un secrétaire qui peut être choisi en dehors des administrateurs et des actionnaires.

En cas d'absence du président et, le cas échéant, de l'administrateur temporairement délégué dans ses fonctions et du ou des vice-présidents, le conseil désigne, pour chaque séance, celui de ses membres présents qui préside celle-ci. En cas d'absence du secrétaire, le conseil d'administration désigne un de ses membres ou un tiers pour le suppléer.

Le président, le ou les vice-présidents et le secrétaire sont rééligibles.

Nul ne peut être nommé président du conseil d'administration, s'il est âgé de plus de quatre vingts ans. D'autre part, si le président en exercice vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine réunion du conseil d'administration.

2. Le conseil se réunit, sur la convocation de son président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Des administrateurs constituant au moins le tiers des membres du conseil peuvent, en indiquant l'ordre du jour de la séance, convoquer le conseil si celui-ci ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois.

Tout administrateur peut donner, par lettre simple ou par télégramme, mandat à un autre administrateur de le représenter à une séance du conseil, mais chaque administrateur ne peut disposer au cours d'une même séance que d'un seul mandat.

3. Pour la validité des délibérations du conseil, la présence effective de la moitié au moins des administrateurs en exercice est nécessaire. Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque administrateur disposant d'une voix. En cas de partage des voix, celles du président est prépondérante.

Les administrateurs, ainsi que toute personne appelée à assister à une séance du conseil, sont tenus à la discrétion à l'égard des informations confidentielles et données comme telles par le président.

4. Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre* spécial et signés par le président de séance et au moins un administrateur.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le Président du conseil d'administration, un directeur général, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions de président ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 15 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION - DIRECTION GENERALE

1. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires.
2. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires ainsi qu'au conseil d'administration, la direction générale de la société est assurée par le président du conseil d'administration assisté éventuellement d'un directeur général nommé par le conseil d'administration sur proposition de son président. L'un et/ou l'autre représentent la société dans ses rapports avec les tiers et sont investis, dans la limite de l'objet social, des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société.

Si les conditions légales sont remplies, il peut être nommé plusieurs directeurs généraux, sans que le nombre de ces derniers puisse excéder cinq.

Nul ne peut être nommé directeur général s'il est âgé de plus de quatre vingts ans. Si le directeur général en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine réunion du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut définir les pouvoirs reconnus à son président pour l'exercice de son mandat en respectant les prescriptions légales visant les autorisations de cautions, avals ou garanties, étant précisé que toute limitation des pouvoirs du président est inopposable aux tiers.

Le président, le directeur général ou chacun des directeurs généraux, sont autorisés à consentir sous leur responsabilité des délégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

Le conseil d'administration détermine le montant de la rémunération, fixe ou proportionnelle, du président et du ou des directeurs généraux.

ARTICLE 16 - REMUNERATION DES MEMBRES DU CONSEIL

Les administrateurs ont droit à des jetons de présence dont le montant global annuel est fixé par l'assemblée générale et demeure maintenu jusqu'à décision nouvelle de cette assemblée.

Le conseil répartit cette rémunération entre ses membres de la façon qu'il juge convenable.

ARTICLE 17 - CONVENTIONS REGLEMENTEES

Les conventions, autres que celles portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales, entre la société et un administrateur ou un directeur général, ou auxquelles ces derniers peuvent être intéressés dans les termes de l'article 101 de la loi du 24 juillet 1966, sont soumises à l'autorisation préalable du conseil d'administration et à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire. Avis des conventions autorisées est porté, dans le mois qui suit la conclusion desdites conventions, à la connaissance du ou des commissaires aux comptes de la société.

Il est interdit aux administrateurs, personnes physiques, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique aux directeurs généraux, aux représentants permanents des personnes morales administrateurs, ainsi qu'aux conjoints, ascendants ou descendants des personnes visées au présent paragraphe.

*
* * *

TITRE IV

ASSEMBLEES GENERALES - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 18 - REGLES GENERALES

1. Convocation

Les actionnaires sont réunis, chaque année, en assemblée générale ordinaire, aux jour, heure et lieu indiqués dans l'avis de convocation, dans les six premiers mois qui suivent la clôture de l'exercice, sous réserve de la prorogation de ce délai par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête.

Des assemblées générales ordinaires réunies extraordinairement et des assemblées générales extraordinaires peuvent être convoquées à toute époque de l'année.

Sauf exceptions prévues par la loi, l'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration.

Les convocations sont faites quinze jours au moins à l'avance sur première convocation et six jours au moins à l'avance sur deuxième convocation par lettre simple ou recommandée adressée au dernier domicile connu de chaque actionnaire.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité est irrecevable lorsque tous les actionnaires étaient présents ou représentés.

2. Ordre du jour

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation. Il contient, le cas échéant, les propositions émanant d'un ou plusieurs actionnaires dans les conditions fixées par la loi.

Lorsqu'une assemblée n'a pas pu délibérer régulièrement faute du quorum requis, une deuxième assemblée est convoquée dans les mêmes formes que la première et l'avis de convocation rappelle la date de cette première assemblée.

3. Composition de l'assemblée générale

L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires, quel que soit le nombre de leurs actions.

L'assemblée générale, régulièrement convoquée et constituée, représente l'universalité des actionnaires, ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les dissidents, les incapables et les absents.

Un actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre actionnaire.

Les mineurs et incapables sont représentés par leurs tuteurs et administrateurs, sans que ces derniers aient besoin d'être personnellement actionnaires. Une personne morale est valablement représentée par tout représentant légal ayant qualité ou par une personne spécialement habilitée à cet effet ou, à défaut, par son représentant permanent au sein du conseil d'administration qui est réputé de plein droit avoir mandat à cet effet.

Le droit de participer aux assemblées est subordonné à l'inscription de l'actionnaire dans les comptes de la société cinq jours au moins avant la date de la réunion.

4. Tenue de l'assemblée générale

L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou par un administrateur délégué à cet effet par le conseil ou à défaut, par une personne désignée par l'assemblée. En cas de convocation par le commissaire aux comptes, par un mandataire de justice ou par un liquidateur, l'assemblée est présidée par celui qui l'a convoquée.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'assemblée disposant du plus grand nombre de voix et acceptant ces fonctions. Le bureau désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

Il est tenu une feuille de présence, dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires des actionnaires représentés et certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

Tout actionnaire a autant de voix qu'il possède d'actions ou en représente, sans autre limitation que celles prévues par la loi.

Pour toute procuration d'un actionnaire sans indication de mandataire, le président de l'assemblée générale émet un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés ou agréés par le conseil d'administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions. Pour émettre tout autre vote, l'actionnaire doit faire choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par lui.

Les votes sont exprimés par mains levées, à moins que le scrutin secret ne soit demandé par un ou plusieurs actionnaires représentant ensemble le dixième du capital représenté à l'assemblée.

Pour toutes les assemblées, les actionnaires ont la faculté de voter par correspondance.

Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau et établis dans les conditions prévues par la loi.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par le président du conseil d'administration, le secrétaire de l'assemblée, un directeur général administrateur ou un liquidateur.

ARTICLE 19 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire statue sur les questions qui ne sont pas de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire.

Elle est régulièrement constituée et délibère valablement lorsqu'elle réunit le quart au moins des actions ayant droit de vote. Si ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle assemblée est réunie à quinze jours au moins d'intervalle de la première. Les délibérations prises dans cette seconde réunion sont valables quelle que soit la fraction du capital représentée, mais elles ne peuvent porter que sur tout ou partie de l'ordre du jour de la première réunion.

Les décisions de l'assemblée ordinaire sont prises à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents, votant par correspondance ou représentés.

ARTICLE 20 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'assemblée générale extraordinaire est compétente pour apporter aux statuts toutes les modifications autorisées par la loi. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, ni changer la nationalité de la société, si ce n'est par décision unanime des actionnaires.

L'assemblée extraordinaire est régulièrement constituée et délibère valablement si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le tiers et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle de sa réunion sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les décisions de l'assemblée extraordinaire sont prises à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents, votant par correspondance ou représentés.

ARTICLE 21 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'assemblée générale ordinaire désigne, dans les conditions et avec la mission fixées par la loi, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires dont les fonctions expirent à l'issue de l'assemblée générale qui statue sur les comptes du sixième exercice.

Un ou plusieurs commissaires suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de décès, de démission, d'empêchement ou de refus de ceux-ci, sont désignés pour la même durée par l'assemblée générale ordinaire.

*
* * *

TITRE V

COMPTES ANNUELS - BENEFICES - RESERVES

ARTICLE 22 - COMPTES ANNUELS - RAPPORT DE GESTION

A la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration dresse un inventaire et les comptes annuels conformément aux dispositions légales.

Le conseil d'administration établit chaque année un rapport sur sa gestion au cours de l'exercice écoulé.

Les comptes annuels et le rapport de gestion sont communiqués aux commissaires aux comptes et présentés à l'assemblée ordinaire annuelle dans les conditions légales.

ARTICLE 23 - AFFECTATION DU BENEFICE - RESERVES

Sur les bénéfices de l'exercice, diminués le cas échéant, des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

- * cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale, prélèvement qui cesse d'être obligatoire lorsque ce fond atteint le dixième du capital, mais qui reprend son cours si, pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte,
- * et toutes sommes à porter en réserves en application de la loi.

Le solde, augmenté du report bénéficiaire, constitue le bénéfice distribuable qui est à la disposition de l'assemblée générale pour être réparti aux actions à titre de dividende, affecté à tous comptes de réserves ou reporté à nouveau.

L'assemblée générale peut, en outre, décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition. En ce cas, la décision indique expressément les postes sur lesquels les prélèvements sont effectués.

ARTICLE 24 - PAIEMENT DES DIVIDENDES ET ACOMPTES

Le paiement des dividendes est effectué à la date et aux lieux fixés par l'assemblée générale ou, à défaut, par le conseil d'administration, dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice.

Le conseil d'administration peut, avant l'approbation des comptes de l'exercice, mettre en distribution un ou plusieurs acomptes sur les dividendes.

L'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice peut accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende ou des acomptes mis en distribution, une option entre un paiement en numéraires ou un paiement en actions.

Tous dividendes qui n'ont pas été perçus dans les cinq années à partir de la date de leur mise en paiement sont prescrits conformément à la loi.

*
* * *

TITRE VI

DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATION

ARTICLE 25 - DISSOLUTION

1. Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le conseil d'administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire à l'effet de statuer sur la dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la perte a été constituée, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

La décision de l'assemblée est, dans tous les cas, publiée conformément à la réglementation en vigueur.

2. Arrivée du terme statutaire

Un an au moins avant la date d'expiration de la durée de la société, le conseil d'administration convoque l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires à l'effet de décider si la société doit être prorogée ou non. Faute par le conseil d'avoir convoqué cette assemblée, tout actionnaire, après mise en demeure infructueuse, peut demander au Président du Tribunal de Commerce, la désignation d'un mandataire de justice chargé de la convocation.

3. Dissolution anticipée

La dissolution anticipée peut, à tout moment, être prononcée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

ARTICLE 26 - LIQUIDATION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires règle le mode de liquidation et nomme le ou les liquidateurs dont elle détermine les fonctions et la rémunération.
Cette nomination met fin aux fonctions des administrateurs et des commissaires aux comptes.

Sous réserve des restrictions légales, les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus à l'effet de réaliser, même à l'amiable, tout l'actif de la société et d'éteindre son passif. Ils peuvent, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire, faire l'apport ou consentir la cession de la totalité des biens, droits et obligations de la société dissoute.

Le produit net de la liquidation, après le règlement du passif, est employé à rembourser le capital libéré et non amorti des actions, le surplus est réparti, en espèces ou en titres, entre les actionnaires.

ARTICLE 27 - CONTESTATIONS - ELECTION DE DOMICILE

Toutes contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, au sujet ou en raison des affaires sociales, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.